



KPMG SA
251 Rue Euclide
Parc Eureka
34900 Montpellier

CENTRE THIERRY ALBOUY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
CENTRE THIERRY ALBOUY
10 Rue Evariste Galois BP 073 34514 BEZIERS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
251 Rue Euclide
Parc Eureka
34900 Montpellier

CENTRE THIERRY ALBOUY

10 Rue Evariste Galois BP 073 34514 BEZIERS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association CENTRE THIERRY ALBOUY,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CENTRE THIERRY ALBOUY relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués : et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative



résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 9 mai 2025

KPMG SA

**Florence
Gabriel**
Signature
numérique de
Florence Gabriel
Date : 2025.05.09
17:09:58 +02'00'

Florence GABRIEL

Commissaire aux comptes

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Autres immobilisations incorporelles	45 792	45 090	702	742
	Immobilisations incorporelles en cours				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	1 141 990	146 341	995 649	998 848
	Constructions	9 223 271	4 633 532	4 589 738	4 478 868
	Installations techniques, matériels et outillage	2 143 369	2 000 583	142 786	149 257
	Autres immobilisations corporelles	1 912 134	1 284 241	627 893	327 738
	Immobilisations corporelles en cours	237 492		237 492	369 647
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Participations et créances rattachées	201 020		201 020	201 020
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	46 569	43 069	3 500	3 500
	TOTAL (I)	14 951 637	8 152 857	6 798 780	6 529 621
COMPTES DE LIAISON	Comptes de liaison (1)				
	TOTAL (II)				
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et fournitures	249 080	2 596	246 484	240 579
	Autres approvisionnements				
	En-cours de production (biens et services)				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	113 275		113 275	123 000
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances redevables et comptes rattachés (3)	730 519	2 741	727 778	721 450
	Autres créances	50 041		50 041	123 354
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	4 987		4 987	1 000 000
	DISPONIBILITES	10 795 162		10 795 162	8 881 529
	Charges constatées d'avance	16 551		16 551	16 934
	TOTAL (III)	11 959 615	5 337	11 954 278	11 106 846
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF		26 911 252	8 158 194	18 753 058	17 636 467

(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement ou service entre ce dernier et les autres établissements et services concernés.

(2) Dont à moins d'un an :

Dont à plus d'un an :

(3) Dont créances mentionnées à l'article R. 314-96 du code de l'action sociale et des familles.

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

Fonds propres	Fonds associatifs sans droit de reprise	157 515	157 515
	Ecart de réévaluation sans droit de reprise		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Dons et legs		
	- Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
	Ecart de réévaluation avec droit de reprise		
	RESERVES		
	Excédents affectés à l'investissement	10 859 250	10 558 179
	Réserves de compensation	1 111 289	1 027 665
	Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	58 106	64 429
	Autres réserves	1 585 848	1 585 848
	REPORT A NOUVEAU		
	Report à nouveau (gestion non contrôlée)	(1 332 118)	(1 268 859)
	Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs		
DETTES (1)	Résultat sous contrôle de tiers financeurs	133 702	126 648
	Dépenses non opposables au tiers financeurs		
	RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit) (1)	491 166	322 167
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	26 108	34 712
	PROVISIONS REGLEMENTEES		
	Couverture du besoin en fonds de roulement	259 816	259 816
	Amortissements dérogatoires et prov. pour renouvellement des immobilisations		
	Réserves des plus-values nette d'actif	804 814	804 814
	Immobilisations grevées de droits		
	Provisions réglementées		
	TOTAL (I)	14 155 496	13 672 935
	Comptes de liaison		
	TOTAL (II)		
	Provisions pour risques	173 807	173 807
	Provisions pour charges	615 726	577 065
	Fonds dédiés	177 093	171 093
	TOTAL (III)	966 626	921 965
DETTES (1)	DETTES (4)		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 541 878	2 121 582
	Emprunts et dettes financières divers (3)	10 800	9 000
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Redevables créditeurs		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	308 934	315 021
	Dettes fiscales et sociales	553 329	492 806
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	39 022	95 250
	Autres dettes (5)	9 333	7 910
	Produits constatés d'avance	167 639	
	TOTAL (IV)	3 630 935	3 041 568
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL (V)		
TOTAL PASSIF		18 753 058	17 636 467

- (1) Dont compte 1201 : 39 441 et compte 1291 : résultats sous contrôle de tiers financeurs.
- (2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques.
- (3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.
- (4) Dont à plus d'un an : 2 378 737 Dont à moins d'un an : 1 252 199
- (5) Dont fonds des majeurs protégés :

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	601 654	577 266
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	1 184 184	1 110 300
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	6 319 972	6 174 629
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	30 451	
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	69 042	82 728
	Utilisations des fonds dédiés		15 515
	Autres produits	2 564	7 737
	Total des produits d'exploitation	8 207 867	7 968 174
	Achats de marchandises	(43 850)	(47 049)
	Variation de stock	9 725	8 998
	Achats de matières et autres approvisionnements	193 967	219 713
	Variation de stock	(3 628)	24 696
	Autres achats et charges externes	1 418 586	1 226 172
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	277 130	260 526
	Salaires et traitements	4 056 849	3 990 593
	Charges sociales	1 542 767	1 463 194
	Dotation aux amortissements et dépréciations	439 563	482 051
	Dotation aux provisions	46 662	173 807
	Reports en fonds dédiés	13 538	6 700
	Autres charges	1 981	6 611
	Total des charges d'exploitation	7 953 288	7 816 012
RESULTAT D'EXPLOITATION		254 579	152 162

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		254 579	152 162
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	332 974	211 891
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		332 974	211 891
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	77 623	77 121
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		77 623	77 121
RESULTAT FINANCIER		255 351	134 770
RESULTAT COURANT avant impôts		509 930	286 932
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	2 318	2 860
	Sur opérations en capital	8 604	73 061
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	442 899	
	Total des produits exceptionnels	453 821	75 922
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	445 185	3 055
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 099	16 667
	Total des charges exceptionnelles	446 283	19 722
RESULTAT EXCEPTIONNEL		7 537	56 200
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		26 301	20 964
TOTAL DES PRODUITS		8 994 661	8 255 986
TOTAL DES CHARGES		8 503 496	7 933 819
EXCEDENT ou DEFICIT		491 166	322 167
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Etats financiers au 31/12/2024

ANNEXE

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **18 753 058 euros**
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **8 994 661 euros**
 - un total charges de **8 503 496 euros**
 - dégage un résultat de **491 166 euros**

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2024**
- finit le **31/12/2024**
- et a une durée de **12 mois**.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de Association **THIERRY ALBOUY** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Objet social de l'association et ses moyens

Créée en octobre 1972, l'Association Thierry Albouy a pour objectif de mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de handicap accueillies dans ses différents établissements et services.

L'Association gère plusieurs établissements, un Foyer d'Hébergement, un Foyer de vie et un ESAT pour accueillir et accompagner de manière adaptée et différenciée des adultes en situation de handicap dans le respect de leur projet de vie.

Le Foyer d'Hébergement (créé en 1973) est agréé pour accueillir 40 personnes en situation de handicap exerçant une activité professionnelle en journée à l'ESAT et ayant suffisamment d'autonomie pour accomplir les actes courants de la vie quotidienne. Il propose un accompagnement médico-social individualisé.

Le Foyer de vie (créé en 2014) accueille 13 personnes adultes, hommes et femmes dont la nature du handicap, que ce soit sur le champ des troubles psychiques ou de la déficience, ne leur permet pas ou plus d'exercer une activité professionnelle ni de s'intégrer en logement autonome dans la cité.

L'ESAT (créé en 1973) accueille 155 travailleurs en situation de handicap. L'objectif prioritaire de l'ESAT est de favoriser l'insertion professionnelle et sociale de la personne accueillie, et contribuer ainsi à son autonomie. L'ESAT n'est pas une entreprise, mais offre la possibilité d'exercer une activité professionnelle dans des conditions de travail aménagées et de bénéficier d'un soutien médico-social.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- la loi n° 83 353 du 30 Avril 1983
- le décret 83 1020 du 29 Novembre 1983
- les règlements comptables :
 - 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
 - 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs
 - 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs
- Avis du Conseil National de la comptabilité n° 2008-09 du 7 mai 2008 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M 22
- Arrêté du 10 novembre 2008 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M 22 applicable aux établissements publics sociaux et médico-sociaux.
- Arrêté du 12 novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux
- Règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable (art 833-1 à 833-20) sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06
- Règlement ANC n° 2019-04 en complément des règlements ANC n°2014-03 et ANC n° 2018-06
- Règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques de l'exercice.

1 Bail à construction du bâtiment PELLETIER :

Le 15 Décembre 2023, il a été signé en l'Etude de Maître CASANOVA-BAURES notaire à Béziers, un bail à construction avec la société HLM "La Cité Jardins".

L'association THIERRY ALBOUY donne à bail la parcelle de 22 ares 78 ca située 12 Rue Evariste Gallois à Béziers pour une durée de 72 années moyennant un loyer de 170 000 €.

En compensation du loyer, la société La cité Jardins s'est engagée à réaliser à ses frais avancés, en lieu et place du bailleur, la démolition de la construction existante avant de procéder à la construction de l'ensemble immobilier de 30 logements autorisée suivant permis de construire accordé le 27 Octobre 2022.

L'acte authentique prévoit dans son article DUREE que le bail à construction de 72 ans commence à courir à compter de la déclaration d'ouverture de chantier ou au plus tard le 2 Janvier 2024. Le bail à construction prend donc effet le 2 Janvier 2024. Il a été demandé justification des factures à l'appui des travaux réalisés pour le contrôle de la somme des 170 000 € afin d'en contrôler la réalité du coût financier.

L'immeuble avait fait l'objet d'une provision pour dépréciation dès l'information de sa démolition. De fait, la reprise de cette provision intervenant sur l'exercice en cours est positionnée dans le résultat exceptionnel afin de compenser la sortie de sa valeur comptable nette.

2 Immobilisation suite à la réhabilitation de 3 appartements pour le Foyer :

La réalisation de 3 appartements pour le foyer a été effective au 30 juin 2024.

L'exploitation a démarré au 1er juillet 2024.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Informations significatives par structure :

Variation des résultats :

	2023	2024
Résultat ESAT	117 410 €	5 913 €
Résultat Foyer	8 588 €	24 620 €
Résultat Production	223 045 €	415 799 €
Résultat Association	- 87 116 €	35 925 €
Résultat FDV	60 240 €	8 908 €
Résultat Consolidé	322 167 €	491 165 €

Evènements significatifs postérieurs à compter de la clôture.

Néant

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée aux immobilisations suivantes :

L'ensemble des immeubles de l'association.

L'approche par composant introduite par le règlement CRC (Comité de la Réglementation Comptable) n° 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs applicable depuis le 1er janvier 2005 prévoit un plan d'amortissement propre à chacun des éléments qui compose une immobilisation dès lors que celle-ci peut être décomposée en plusieurs éléments constitutifs d'une immobilisation.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Constructions 10 à 50 ans
 - composants structure gros oeuvres : 25 à 50 ans
 - composants couverture étanchéité : 20 à 35 ans
 - composants électricité plomberie : 20 ans
 - composants doublage cloison : 12 à 30 ans
 - composants peinture et sol : 25 ans
 - composants agencements : 15 ans
 - composants assurance : 10 ans
- Agencements et aménagements des constructions 2 à 10 ans
- Matériel et outillage 2 à 10 ans
- Matériel de transport 5 à 8 ans
- Mobilier de bureau 3 à 10 ans

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation pour les immeubles décomposables.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Une dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les actifs ont été évalués à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à disposition

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "du dernier prix d'achat connu".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements de retraite

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

La convention collective prévoit des indemnités de fin de carrière.
Les engagements sont constatés sous forme de provisions.
Les paramètres de calcul sont les suivants :

Méthode rétrospective : Méthode rétrospective des unités de crédits projetées (P.B.O.)

Engagement de l'entreprise = (((salaire brut annuel * Taux de progression salariale) / 12) * Nbre de mois acquis au moment du départ + Charges sociales) * (Ancienneté actuelle / Ancienneté future) * Taux de turnover * Taux de mortalité - Taux d'actualisation financière

Durée résiduelle d'activité : 13,97 ans

Taux d'actualisation brut : 3,38%

Proratiser les droits au nombre de mois : non

Hypothèses de départ :

- Départ volontaire du salarié : 100 %
- Mise à la retraite par l'employeur : 0%

Minimum légal :

- Départ volontaire : oui
- Mise à la retraite : oui

Taux de charges patronales moyen pour les cadres : 61,00%

Taux de charges patronales moyen pour les non cadres : 55,00%

L'exercice 2024 a fait l'objet d'un complément de provision de 46 662 €.

Le montant de la provision retraite figurant au passif du bilan s'élève à la somme de 346 726 €. Il est inscrit dans le compte suivant :

- 153000 "Provision pour départ à la retraite" pour la totalité.

Retraitement des opérations inter-établissements :

Les facturations inter-établissements se sont élevées à 96 397,79 € en 2024 contre 101 698,88 € en 2023. Ces facturations ont été éliminées du compte de résultat consolidé.

Changements de méthodes

Il n'y a pas de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	61 565				15 774	45 792
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	61 565				15 774	45 792
CORPORELLES	Terrains	1 131 811		10 179			1 141 990
	Constructions sur sol propre	9 472 341		376 848		636 786	9 212 403
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	10 867					10 867
	Instal technique, matériel outillage industriels	2 116 130		51 005		23 765	2 143 369
	Instal., agencement, aménagement divers	538 804		362 352		948	900 208
	Matériel de transport	497 708					497 708
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	501 921		37 961		42 268	497 614
	Emballages récupérables et divers	16 605					16 605
	Immobilisations corporelles en cours	369 647		45 255		177 409	237 492
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14 655 833		883 599		881 177	14 658 255
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	201 020					201 020
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	46 569					46 569
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	247 589					247 589
TOTAL		14 964 988		883 599		896 950	14 951 637

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	60 823		15 733	45 090
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	60 823		15 733	45 090
CORPORELLES	Terrains	132 962	13 379		146 341
	Constructions sur sol propre	4 551 929	265 673	193 887	4 623 716
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	9 513	303		9 816
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 966 872	55 190	21 479	2 000 583
	Autres instal., agencement, aménagement divers	437 583	19 451	948	456 086
	Matériel de transport	319 275	56 006		375 281
	Matériel de bureau, mobilier	446 136	24 702	42 268	428 569
	Emballages récupérables et divers	24 305			24 305
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 888 576	434 704	258 583	8 064 697
TOTAL		7 949 399	434 704	274 316	8 109 787

Stocks et En-cours

Etat exprimé en euros	31/12/2024	Début exercice	Variation des stocks	
			Augmentation	Diminution
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état	113 275	123 000		9 725
Approvisionnements				
Matières premières	249 080	245 452	3 628	
Autres approvisionnements				
TOTAL I	362 355	368 452	3 628	9 725
Production				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Produits résiduels				
Autres				
TOTAL II				
Production en cours				
Produits				
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
TOTAL III				
Production stockée (Total II + Total III)				

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	1 064 630			1 064 630
	PROVISIONS REGLEMEENTEES	1 064 630			1 064 630
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	173 807			173 807
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	300 065	46 662		346 726
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	138 000		8 000	130 000
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	139 000			139 000
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	750 872	46 662	8 000	789 533
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	442 899		442 899	
	Sur stocks et en-cours	43 069			43 069
	Sur comptes clients, usagers	4 872	2 596	4 872	2 596
	Sur créances reçues par legs ou donations	1 309	3 320	1 889	2 741
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	492 150	5 917	449 660	48 407
	TOTAL GENERAL	2 307 652	52 578	457 660	1 902 570
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			52 578	14 761 442 899	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	46 569	46 569	
	Clients, usagers douteux ou litigieux	3 213	3 213	
	Autres créances clients, usagers	727 306	727 306	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	6 491	6 491	
	Autres impôts, taxes versements assimilés	8 643	8 643	
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	34 907	34 907	
	Charges constatées d'avance	16 551	16 551	
TOTAL DES CREANCES		843 681	843 681	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	2 541 878	163 142	639 324	1 739 413
	Emprunts et dettes financières divers	10 800	10 800		
	Fournisseurs et comptes rattachés	308 934	308 934		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	137 118	137 118		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	357 133	357 133		
	Impôts sur les bénéfices	26 301	26 301		
	Taxes sur la valeur ajoutée	28 980	28 980		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	3 796	3 796		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	39 022	39 022		
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	9 333	9 333		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	167 639	167 639		
TOTAL DES DETTES		3 630 935	1 252 199	639 324	1 739 413
Emprunts souscrits en cours d'exercice		576 034			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		141 187			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Effectif moyen

	31/12/2024	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures	8	
	Professions intermédiaires		
	Employés	56	
	Ouvriers	151	
	TOTAL	215	

--

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Apports sans droit de reprise	157 515			157 515
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées	1 076 221			1 076 221
Autres réserves	12 159 901	378 372		12 538 273
Report à nouveau	(1 268 859)	23 857	87 116	(1 332 118)
Résultat de l'exercice	322 167	168 998		491 166
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs	126 648	7 054		133 702
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	34 712		8 604	26 108
Provisions réglementées	1 064 630			1 064 630
Droits des propriétaires (Commodat)				
Dépenses refusées par l'autorité de tarification				
Dépenses non opposables au tiers financeurs				
TOTAL	13 672 935	578 282	95 720	14 155 496

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	157 515				157 515
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves Réserves pour projet de l'entité	12 159 901	378 372			12 538 273
Autres réserves	1 076 221				1 076 221
Report à nouveau	(1 268 859)	(263 206)	199 947		(1 332 118)
Résultat ss ctrl tiers fi. Résultat ss ctrl tiers fi.	126 648	207 001		199 947	133 702
Excédent ou déficit de l'exercice	322 167	(322 167)	491 166		491 166
Situation nette	12 573 592		691 113	199 947	13 064 758
Droits des propriétaires					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	34 712			8 604	26 108
Provisions réglementées	1 064 630				1 064 630
TOTAL	13 672 935		691 113	208 551	14 155 496

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES

Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Fonds dédiés				
Fonds dédiés à l'investissement	164 393			164 393
Fonds dédiés à l'exploitation	6 700		6 000	12 700
TOTAL	171 093		6 000	177 093

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC

Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	164 393				6 000	164 393	164 393
Fonds dédiés à l'investissement							
Fonds dédiés à l'exploitation							
Contributions financières d'autres org							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	171 093				6 000	177 093	164 393

--

Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros	Subventions à la clôture 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2024
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	94 983			94 983
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	94 983			94 983
Quotes-parts virées au compte de résultat	60 271	8 604		68 875

Concours publics et subventions

31/12/2024	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Etat exprimé en euros						
Concours publics et subventions						
Concours publics		4 302 473	2 004 596			6 307 068
Subventions d'exploitation					12 904	12 904
Subventions d'investissement						
TOTAL		4 302 473	2 004 596		12 904	6 319 972

Engagements financiers

Etat exprimé en euros	31/12/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés			
Autres engagements Caution sur emprunt 545533E de 600 000 € Caution sur emprunt 545625E de 600 000 € Caution sur emprunt C015645 de 451 607 € partie Commune de Béziers Caution sur emprunt C015645 de 451 607 € partie Département de l'Hérault			296 017 296 017 87 424 87 424 766 881
Total des engagements financiers (1)			766 881
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées			